

Actes de conférences du 13 octobre 2022 : la perception des risques au service des territoires

Comment améliorer les dispositifs de prévention ou d'alerte face aux catastrophes naturelles telles que les inondations ? Le Département de la Gironde propose une démarche novatrice, basée sur les sciences humaines, dans le but d'engager un processus de dialogue pour construire un avenir commun. Un panel citoyen sera mis en œuvre pour que le risque soit appréhendé collectivement avec la population girondine.

Le 13 octobre dernier, le Département de la Gironde a choisi de consacrer la Journée internationale sur les risques majeurs à une approche peu explorée : la perception des risques. Fondée sur la psychologie, l'analyse des ressentis et du vécu individuel, cette démarche vise à mieux répondre à deux questions : comment l'individu évalue-t-il le risque et son environnement ? Quels comportements adopte-t-il face à ces risques et



aux crises associées ? Cette démarche porte également l'ambition d'inverser le regard, de changer de posture, en permettant notamment à l'expert de quitter la position du « sachant » pour adopter celle d'un observateur à l'écoute, cherchant à comprendre comment les individus perçoivent les risques naturels.

« La Gironde a subi ces dernières années plusieurs événements extrêmes : 20 000 hectares de forêts partis en fumée au cours de l'été 2022, des catastrophes naturelles de plus en plus violentes, inondations, grêle, tempêtes ou submersion, » rappelait Pascale Got, vice-présidente du Département chargée de la protection de l'environnement, des espaces naturels sensibles, et de la gestion des risques, et vice-présidente du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (Smiddest) en introduction aux débats. *« Les incendies de cet été ont eu un effet révélateur ; lors des alertes, les pouvoirs publics chargés de la protection des personnes et des biens ont parfois été confrontés à des difficultés face à des habitants refusant d'évacuer ou niant l'imminence ou l'importance du danger. Il est aujourd'hui nécessaire de travailler sur l'acculturation aux risques. Nous avons déjà mené des actions, nous ne partons donc pas de rien. Mais cette approche psychosociologique peut être le moyen de mobiliser les élus et techniciens sur le thème du risque ».*

Une écoute attentive et sans jugement

A rebours de l'approche habituelle qui consiste à faire parler les experts scientifiques, l'étude de la perception des risques, fondée sur les sciences humaines, propose d'écouter attentivement les habitants des territoires soumis aux risques, leurs convictions et leurs certitudes, pour mieux appréhender leurs ressentis et leur attachement au lieu, leur déni du risque, voire leur sentiment d'invulnérabilité.

L'estuaire de la Gironde est un territoire de polders protégés par des digues ; depuis des siècles, ces digues rassurent les populations en affirmant la puissance de l'homme face à son environnement. Mais jusqu'à quand ? Et à quelles conditions ? Comment alors sensibiliser les habitants, qu'ils soient urbains (Bordeaux) ou ruraux (l'estuaire), pour les associer à une politique de réduction des risques collective et assumée ?

La perception des risques affecte la perception de l'alerte

Le 13 octobre, Mme Menatti (philosophe), M Kouabenan et M Navarro (psychologues spécialisés dans la gestion des risques), M Gruenais (anthropologue), ainsi que Mme Marteau (Cerema) et M Lutun (Institut national de recherche et de sécurité-INRS) ont exposé leurs points de vue qui bousculent nos modes de pensée habituels. « *Car la plupart des facteurs*



qui affectent la perception des risques peuvent affecter la perception de l'alerte », explique Rémi Kouabenan, professeur à l'université Grenoble Alpes. Ce chercheur travaille depuis plus de 40 ans sur les risques et accidents, notamment dans le BTP, les Télécom, les risques routiers, sportifs, liés à la santé, les risques industriels, naturels, etc. « *Mieux appréhender le niveau de réceptivité aux messages et actions de prévention permet de mieux juger de l'opportunité et de l'utilité de ces actions pour faciliter leur compréhension et leur mise en œuvre,* » explique-t-il. Car la non prise en compte du fonctionnement socio-cognitif des différents acteurs mène à une communication inappropriée sur les risques, qui aboutit souvent à une indifférence des intéressés à l'égard des campagnes. Au-delà de l'expertise technique proposée, il s'agit donc de mieux comprendre comment les habitants perçoivent ces événements, avant l'aléa (prévention), au moment précis où il survient (alerte), et après (réparation des dommages).

Cet universitaire est souvent sollicité par des entreprises qui peinent à faire respecter les règles de sécurité. « *Mais souvent ces règles sont mises en place sans que soient sollicités ceux qui devront les*

appliquer », indique-t-il. *Si on ne comprend pas les comportements, si on ignore les raisons pour lesquelles les individus agissent comme ils le font, comment avancer ?* »

Le poids des croyances et des certitudes

La perception des risques des individus peut varier selon leur âge, sexe, expérience, histoire personnelle (expérience antérieure d'une inondation), personnalité, motivation, culture, etc. Elle dépend aussi de la perception de leurs propres « compétences » face au risque, leur *pouvoir de contrôle*. Souvent une personne reconnaît le risque pour les autres, mais s'accorde pour elle-même un sentiment d'invulnérabilité : fort ancrage au territoire, confiance en ses aïeux qui ont toujours résisté, foi en la résistance des protections fabriquées par l'homme au fil des siècles... Rémi Kouabenan insiste sur le rôle des croyances dans ces comportements : *« on tend à faire ce qu'on croit être bon, vrai ou crédible »*. Dès lors, les croyances, biais, et illusions qui s'apparentent à de fausses certitudes peuvent générer de l'indifférence à l'égard des alertes et des campagnes de prévention, ainsi qu'une baisse d'implication dans les actions de prévention et d'évacuation, ce qui fragilise la sécurité. *« Les gens filtrent les informations pour se conformer à leur vision préexistante du monde. Si leurs perceptions du danger sont inexactes, ils peuvent ignorer les alertes ou y répondre indûment. Par conséquent, les idées préconçues sur une situation d'urgence peuvent avoir un impact sur la perception des risques. En outre, les personnes qui ont des croyances erronées sur les mesures de protection peuvent ne pas les respecter »*, poursuit le chercheur. On l'a vu au plus fort de la crise Covid 19, mais aussi lors des incendies de cet été. Comprendre la perception des risques, c'est comprendre la perception de l'alerte, d'autant que la prise de risque peut aussi susciter du plaisir : *« pour ceux qui recherchent des sensations et l'aventure, comme les sports extrêmes, le risque est un défi, un challenge qui donne du prestige... »*



Déni et sentiment d'invulnérabilité

Les biais et illusions les plus connus (et étudiés) sont par exemple le déni défensif du risque, l'illusion de contrôle, l'optimisme irréaliste, le biais de supériorité, l'illusion d'invulnérabilité (cf Encadré présentation Kouabenan p. 23). *« Des études montrent pourtant qu'on peut s'appuyer sur les croyances et les perceptions pour faire de la prévention, soutient Rémi Kouabenan. Mais encore faut-il les connaître et les analyser »*.

Ajoutons que ces variations et « biais » cognitifs ne sont pas seulement le fait des individus. « *Les politiques ont une perception des risques très détachée, qui s'appuie sur l'idée du "risque acceptable"*. Tirillés entre le diagnostic établi par l'expert scientifique et la perception de leurs administrés, les élus, à différentes échelles, sont ainsi confrontés au coût financier tout autant que politique, de leurs actions... ou de leur inaction.

Divergences et tensions entre « l'expert » et le « sens commun »

« Telle une machine qui se mettrait en veille quand elle surchauffe, par mesure de sécurité, l'esprit repousse l'information qui lui crée de l'inconfort, voire de l'angoisse, explique Oscar Navarro, professeur en psychologie sociale et environnementale à l'Université de Nîmes (Gard). Ce déni est facilité par la manière dont les informations sont perçues. Notre approche de psychologue cherche à comprendre comment les risques naturels vont être définis par les citoyens non-experts, et comment ils comptent s'y adapter, faire face, agir ou non pour se protéger. »

La connaissance et l'évaluation du risque par « l'expert » se confrontent assez souvent à celles du « sens commun », ce qui engendre des divergences et tensions entre les populations, les experts, et les autorités. Ce chercheur réfute l'idée de « bonne » ou de « mauvaise » logique, évoquant plutôt d'un côté une « *efficacité théorique et scientifique* », de l'autre une « *efficacité affective et cognitive* ». Et il insiste : « *les mesures d'anticipation pour tous entrent en compétition, voire en conflit, avec les situations de certains* ».

D'autant que plusieurs catégories d'experts cohabitent dans le débat public. Alors qui croire ? Oscar Navarro note lui aussi une « *distance entre l'appréciation (scientifique), la gestion (politique) et la perception sociale des risques*. » Face à la baisse de confiance générale de la population à l'égard des informations et communications « officielles », face à la mémoire qui flanche, à la lassitude qui s'installe, et qui mènent au déni ou à l'évitement, peut-être faudrait-il faire évoluer les messages ? Car, selon que l'individu est installé depuis plus ou moins longtemps sur le territoire, selon son attachement au lieu, son histoire personnelle, son profil socioprofessionnel, sa confiance dans les institutions, et la stratégie qu'il met en place face au risque (centrée sur l'émotion ou l'action), son comportement sera différent, aussi bien en terme de protection que d'adaptation ou de protection.

Responsabilité individuelle ou extériorisée

Oscar Navarro analyse ainsi deux représentations sociales du risque inondation : l'une envisage le risque comme faisant partie du territoire et du quotidien : elle engendre alors un sentiment de

responsabilité individuelle. L'autre projette la responsabilité de l'événement sur les experts ou sur les pouvoirs publics, externalisant ainsi la responsabilité de sa gestion aux pouvoirs publics.

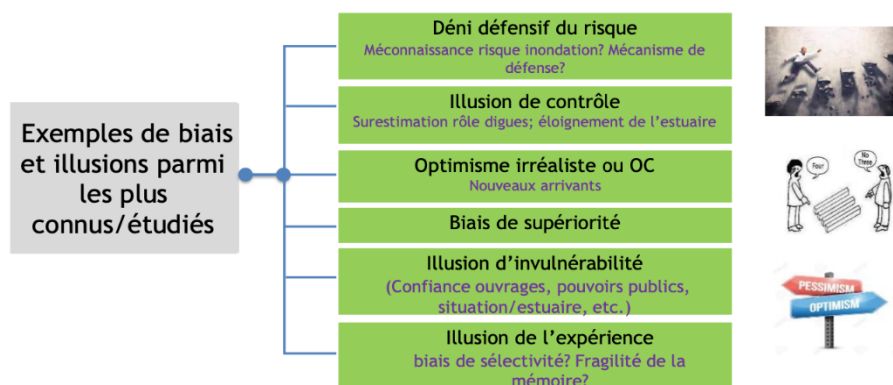
Chercheuse associée au CNRS, Laura Menatti¹ mène des recherches en philosophie environnementale, au croisement de la géographie humaine et des sciences cognitives (1). Elle travaille sur la notion d'espaces, de lieux et de paysage, celui-ci non pas considéré comme une vue, un panorama, mais plutôt comme « *l'élément visible d'une histoire qui s'est stratifiée* », c'est-à-dire, comme il est défini par l'article 1 de la convention du Conseil de l'Europe sur le paysage : « *une partie de territoire qui résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations* ». Justement parce que « *la perception d'un même territoire varie selon les acteurs selon qu'ils soient usagers, propriétaires, agriculteurs ou collectifs, provoquant ainsi des "controverses environnementales"* », elle plaide *pour une meilleure prise en compte des regards multiples portés sur le paysage afin de les mettre en réseau et d'en faire un outil de médiation pour élaborer des actions locales et un projet global. Il s'agit en somme de « considérer ces différentes perceptions comme une opportunité plus que comme une contrainte, pour accepter d'ouvrir le dialogue avec des personnes souvent absentes des lieux habituels de la concertation et qui présentent des points de vue souvent ignorés face au changement climatique. Croiser les regards de l'expert, du psychologue, des pompiers, des agriculteurs, des propriétaires et des individus* », s'interroger sur les responsabilités individuelles ou « extériorisées », telle est la démarche ébauchée pour le territoire de l'estuaire. Comme en témoigne Adeline Marteau, chargée d'études Risques naturels au Cerema, établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, « *la démarche du Département s'inscrit dans une volonté d'apporter des connaissances, des savoirs scientifiques et techniques et surtout des solutions innovantes au cœur des projets territoriaux pour améliorer le cadre de vie des citoyens* ».

Comme le soulignait Stéphane Poineau, maire de Saint-Christoly-Médoc, participant à cette journée, « *le progrès vient souvent de la prise de risque* » ... Et si c'était ça la véritable innovation : donner la parole à chacun, s'écouter, se comprendre...

Saisissant la balle au bond, Pascale Got a lancé l'idée « *d'un panel citoyen pour réfléchir aux risques avec l'ensemble de la population girondine. Une prise de risque à déployer pour progresser...* »

¹L.Menatti mène actuellement ses recherches au Konrad Lorenz Institute for evolution and cognition research à Vienne, en Autriche

Croyances, perception des risques et comportement



Source : Professeur R.Kouabenan, présentation conférence 13.10 22, CD33

[[encadré]

Du risque d'hier et d'aujourd'hui, au principe de précaution

La notion de risque a beaucoup évolué au fil de l'histoire souligne Marc-Eric Gruénais, anthropologue, et professeur à l'université de Bordeaux. « Le mot risque est à l'origine, un terme assurantiel et commercial : au milieu du XII^e siècle, les marchands pisans et génois empruntèrent à l'arabe le mot *rizq* ('la part que Dieu attribue à chaque homme') pour désigner, dans leurs contrats, les pertes et profits liés à des événements incertains. Au 14^e siècle, le mot italien *risco* (ce qui coupe), désigne les écueils qui menacent les navires et, au-delà, tout péril encouru par les marchandises en mer. Puis, au XVIII^e siècle la théorie des jeux envisage le risque comme une probabilité.

Aujourd'hui, le risque est une manière d'appréhender le réel : les mondes d'aujourd'hui et de demain sont abordés en fonction des menaces qui pèsent sur les individus et les sociétés. C'est une perception volontiers opposée à une réalité.

Mais tous les éléments ou événements susceptibles d'être une menace ne sont pas également retenus comme étant un « problème » : certains risques suscitent une réaction rapide, comme par exemple ceux touchant les enfants, a priori considérés comme « victimes innocentes » et « sans défense ». Alors que d'autres risques sont minimisés, comme par exemple les maladies nosocomiales ou l'amiante dont les dangers sont connus depuis la fin du XIX^e siècle mais qui n'a été interdit qu'en 1997.

Pour rappel, en France, le principe de précaution a été introduit par la loi Barnier de 1995, puis inséré dans le Préambule de la Constitution de la Ve République en 2005 (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000790249>), au même titre que la Charte de l'Environnement dont il est une disposition phare. Son article 5 dispose : « Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attribution, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des

risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à l'évaluation du dommage. »

Encadré 2

Le Baromètre IRSN (lien : <https://barometre.irsn.fr/>), reflet des inquiétudes des Français

Depuis plus de trente ans, l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) réalise des enquêtes annuelles pour établir un Baromètre de la perception des risques et de la sécurité par les Français, notamment relatifs aux domaines nucléaire et radiologique. Ces enquêtes offrent un état des lieux des préoccupations des Français face aux risques et du regard qu'ils portent sur la science, l'expertise et la sûreté nucléaire.

En 2021, le dérèglement climatique et la santé étaient les deux préoccupations principales des Français, avec 22 % des réponses. Par rapport à 2020, la santé reculait de 4 points tandis que le dérèglement climatique recueillait 7 points de plus et se positionnait pour la première fois à un tel niveau.

Le terrorisme (10 %), au second rang en 2020, était en recul en 2021 au profit de l'insécurité (15 %). « La grande pauvreté et l'exclusion » représentait (13 %) et « l'instabilité géopolitique mondiale » recueillait (11 %).

En 2021, en zoomant sur les préoccupations environnementales (climat, risques naturels...), la préoccupation sur le dérèglement climatique –poursuivait sa course en tête avec 40 % des réponses.

La confiance vis-à-vis de la science et des **experts**, écornée début 2020 par la crise sanitaire, s'est améliorée en 2021 : 64 % des Français faisaient confiance aux institutions scientifiques (+ 3 points) et 54 % avaient une bonne opinion des experts scientifiques (+ 4 points et + 10 points par rapport à mai 2020). Les trois qualités les plus attendues d'un expert restaient la **compétence** (31 %), devant « l'honnêteté dans sa démarche scientifique » (26 %) en hausse, ainsi que son indépendance (22 %).

Contact :

l.lacroix@gironde.fr

tel. : 05.56.99.33.33



